

Soutenir la liberté, la Résistance en Iran et la paix dans le monde

Le Comité parlementaire pour un Iran démocratique (CPID) a lancé sa nouvelle déclaration pour 2024 afin d'œuvrer en faveur de la liberté et la Résistance en Iran ainsi que la paix et la sécurité dans le monde.

C'est lors d'un colloque exceptionnel qui s'est tenu le 30 janvier à la salle **Victor Hugo** de l'Assemblée nationale que **Cécile Rilhac**, députée du Val d'Oise et présidente du CPID a présenté cette nouvelle déclaration : « *Ce texte prend en considération les développements importants dans la région du Proche et Moyen-Orient ainsi qu'à l'intérieur de l'Iran* » a-t-elle expliqué. Elle a rappelé que le précédent appel du CPID présenté à la presse le 20 juin dernier avait été soutenu par 295 députés, soit la majorité de la représentation nationale dont 5 présidents de groupes parlementaires et 3 chefs de parti.

La nouvelle déclaration du CPID précise : « *Près de 800 personnes ont été exécutées en Iran en 2023. Ces exécutions visent à prévenir de futurs soulèvements, et le système judiciaire iranien, sous le contrôle du Guide suprême, organise des procès fictifs contre l'opposition pour faciliter l'exportation du terrorisme au-delà des frontières* ».

Elle précise : « *En 2022, lors de son soulèvement, le peuple iranien a rejeté toute forme de dictature monarchique ou théocratique, exigeant un changement de régime pour établir une République démocratique et laïque* ».

Droit de résister

Alors que le boycott des élections de février en Iran a été un désaveu arguant de l'illégitimité du régime iranien face à une répression cruelle, le CPID constate que les Iraniens ont été « *contraints, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression* ». Par conséquent à l'instar de la Résistance française, la « *résistance contre l'oppression* » est un « *droit naturel et imprescriptible* » pour tout citoyen iranien, conformément à l'article 2 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (1789). L'incarnation de ce droit en Iran se concrétise dans l'activité des unités de résistance à travers le pays contre



Conférence du CPID le 30 janvier, organisée à la salle Victor Hugo de l'Assemblée nationale.

le Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI).

Le CPID dénonce fermement « *le rôle destructeur du régime iranien au Moyen-Orient et sa politique belliqueuse, appelant à la désignation du (CGRI) comme entité terroriste principale, déstabilisant la Région* ». Outre les 4 vice-présidents : **André Chassaigne, Philippe Gosselin, Yannick Favennec et Hervé Saulignac** qui épaulaient la présidente Cécile Rilhac, de nombreux députés et d'anciens députés dont **Valérie Rabault, Sylvain Maillard, Patrick Hetzel, Philippe Berta, Bruno Studer, Mireille Clapot, Gérard Leseul, Paul Molac** ainsi que **Jean-Pierre Brard et Jean-Pierre Béquet** étaient présents. Des invités de marque sont aussi intervenus lors de cette conférence dont Mme **Maryam Radjavi** présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne, l'ancien Premier Ministre belge **Guy Verhofstadt** et l'ancienne sénatrice colombienne **Ingrid Betancourt**.

Mme Radjavi a expliqué qu'en Iran, « *les exécutions politiques et les condamnations de prisonniers politiques à de longues peines, en particulier les sympathisants de l'Organisation des Moudjahidine du peuple (OMPI), ont pris une nouvelle dimension* ». En outre « *la crise du renversement est la raison principale qui a poussé Khamenei à s'engager dans la guerre au Moyen-Orient. Il veut exporter la crise à l'étranger. La situation actuelle au Moyen-Orient*

montre clairement qu'il ne faut pas perdre de temps pour résister à ce régime ».

Pour Guy Verhofstadt, actuel député européen : « *L'Occident et surtout l'Union européenne et M. Borrell ont intérêt à développer un changement de notre stratégie et à dire, tant que les otages européens ne sont pas libérés en Iran, il n'y a pas de place pour des diplomates du régime des mollahs dans nos capitales et dans nos pays* ».

Ingrid Betancourt a expliqué son parcours passionnant avec la Résistance iranienne. « *Cette organisation (OMPI) est une organisation de personnes, comme vous et moi, qui sommes le fruit de nos convictions et de nos principes. Ce sont des gens motivés, animés par ces principes et ces valeurs qui sont, pour nous, tellement importants et qui définissent notre statut de démocrate* ».

Alternative démocratique

« *Le CNRI présente en tout point de comparaison la seule alternative démocratique et l'assurance de faire enfin aboutir en Iran un régime de liberté* ». a déclaré en clôturant le colloque, le président de la Fondation d'Etudes pour le Moyen Orient (FEMO) **Jean-François Legaret**. Rassemblant des membres de l'Assemblée nationale de divers courants politiques, le CPID accompagne depuis 4 législatures la longue résistance que mène le peuple iranien face à la dictature religieuse. ■

*Secrétariat du CPID, membre de l'association des femmes iraniennes en France.